

SEANCES DU JEUDI 11 MAI 1989
VERGADERINGEN VAN DONDERDAG 11 MEI 1989ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU SOIR
AVONDVERGADERING

SOMMAIRE:

PROPOSITION DE LOI (Discussion):

Proposition de loi instituant un référendum consultatif sur l'attribution d'une mission constituante au Parlement européen.

Discussion générale (Reprise). — *Orateurs*: MM. Henneuse, rapporteur, De Backer, Erdman, De Belder, Dehousse, Mme Hanquet, p. 2288.

INTERPELLATION (Discussion):

Interpellation de M. Janzegers au ministre de la Défense nationale sur « le congé supplémentaire en 1989 aux miliciens dirigeants de jeunesse ».

Orateurs: M. Janzegers, Mme Tyberghien-Vandenbussche, M. Luyten, M. Coëme, ministre de la Défense nationale, p. 2297.

INHOUDSOPGAVE:

VOORSTEL VAN WET (Beraadslaging):

Voorstel van wet tot instelling van een consultatieve volksraadpleging over het geven van een grondwetgevende opdracht aan het Europees Parlement.

Algemene beraadslaging (Hervatting). — *Sprekers*: de heren Henneuse, rapporteur, De Backer, Erdman, De Belder, Dehousse, mevrouw Hanquet, blz. 2288.

INTERPELLATIE (Bespreking):

Interpellatie van de heer Janzegers tot de minister van Landsverdediging over « het extra verlof voor dienstplichtigen-jugdleiders in 1989 ».

Sprekers: de heer Janzegers, mevrouw Tyberghien-Vandenbussche, de heer Luyten, de heer Coëme, minister van Landsverdediging, blz. 2297.

PRESIDENCE DE M. SWAELEN, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER SWAELEN, VOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 19 h 40 m.
De vergadering wordt geopend te 19 h 40 m.

PROPOSITION DE LOI INSTITUANT UN REFERENDUM
CONSULTATIF SUR L'ATTRIBUTION D'UNE MISSION
CONSTITUANTE AU PARLEMENT EUROPEEN*Reprise de la discussion générale*VOORSTEL VAN WET TOT INSTELLING VAN EEN
CONSULTATIEVE VOLKSRAADPLEGING OVER HET
GEVEN VAN EEN GRONDWETGEVENDE OPDRACHT
AAN HET EUROPEES PARLEMENT*Hervatting van de algemene beraadslaging*

M. le Président. — Nous reprenons la discussion générale de la proposition de loi instituant un référendum consultatif sur l'attribution d'une mission constituante au Parlement européen.

Wij hervatten de algemene beraadslaging over het voorstel van wet tot instelling van een consultatieve volksraadpleging over het geven van een grondwetgevende opdracht aan het Europees Parlement.

La parole est continuée au rapporteur.

M. Henneuse, rapporteur. — Monsieur le Président, je poursuis donc la lecture du rapport.

Un commissaire admet que les difficultés d'ordre matériel invoquées sont réelles mais qu'elles ne suffisent pas pour refuser la collaboration du département.

Etant donné que les informations de l'auteur paraissent inexactes et les objections d'ordre matériel fondées, un autre commissaire souhaite qu'on examine la proposition de résolution.

Un membre de la commission n'est pas convaincu par la note dont le ministre a fait lecture.

Le ministre explicite les raisons de son refus:

- Avant le 20 mai prochain il ne disposera pas d'un budget;
- Avant cette même date la proposition ne pourra pas être adoptée par le Parlement;

— Certaines difficultés comme la fourniture de papier semblent ridicules, mais dans la réalité, elles sont réelles et demandent du temps;

— A quel code électoral l'article 2 se réfère-t-il? Il y en a plusieurs; on devra encore modifier certaines dispositions légales;

— Il n'est pas impossible d'organiser un référendum à une date plus reculée;

— Pour arriver à un résultat sérieux, on devrait faire précéder un tel référendum d'une longue campagne d'information.

Au cours de la discussion des articles, au sujet de l'article premier, deux commissaires proposent de remplacer la date du 18 juin 1989 par les mots « en date des élections européennes suivant celles du 18 juin 1989 ».

Ils disent que cet amendement est inspiré par l'impossibilité d'organiser la consultation populaire en date du 18 juin 1989.

Un commissaire suppose que l'adoption de l'amendement implique le rejet de la proposition de loi.

Un des auteurs de cet amendement réplique par la négative. Rien ne s'oppose à l'élaboration d'une telle proposition de loi pour un avenir plus lointain. Entre-temps, il insisterait pour adopter la proposition de résolution.

L'intervenant précédent suggère de fondre les deux textes dans une seule résolution.

Cette suggestion n'est pas acceptée par les partisans de la résolution.

Par 12 voix contre 10, l'amendement n'est pas adopté.

Le ministre de l'Intérieur ne conteste point le droit au Sénat de voter sur ce que bon lui semble. Mais, puisque son adminis-

tration ne pourrait pas s'occuper de l'exécution, il lui conseille de prévoir une autre instance à cette fin.

Un membre fait remarquer que, pourtant, des élections anticipées peuvent toujours être organisées malgré le délai assez court.

Le ministre répond que, au train où vont les choses, il ne lui restera pas 40 jours — délai observé pour organiser les élections anticipées — mais au plus 28 jours, même si l'on ne modifie aucun code électoral. De plus, au budget, la possibilité d'élections anticipées est toujours prévue. Enfin, il refusera de mettre à exécution l'article 4.

L'auteur constate que l'attitude du ministre de l'Intérieur contraste singulièrement avec celle de son collègue des Relations extérieures.

Celui-ci rappelle qu'il a attiré l'attention sur le fait que certains aspects relèvent de la compétence du ministre de l'Intérieur et de celle du ministre de la Justice.

Trois commissaires proposent de supprimer, à la fin de l'article, les mots « à soumettre directement à la ratification des organes compétents des Etats membres de la Communauté? »

La justification de ce qui précède est la suivante: une ratification directe requiert une modification du Traité de Rome. Il nous paraît inopportun de proposer aux électeurs une chose irréalisable à court terme. Qui plus est, il s'agit, en l'espèce, d'une question d'ordre technique plutôt que de principe et qu'il n'y a dès lors pas lieu de soumettre à référendum.

Plusieurs membres s'y opposent. On ne peut nier la nécessité de la procédure diplomatique. C'est à celle-ci de choisir la forme de la ratification.

Par 12 voix contre 10, l'amendement n'est pas adopté.

Un sénateur dépose les amendements suivants:

A. Remplacer le premier alinéa de cet article par le texte suivant: « Le 18 juin 1989, tous les Belges régulièrement inscrits sur les listes électorales établies pour l'élection du Parlement européen auront la possibilité de répondre par oui ou par non, dans chacune des circonscriptions établies par la loi, à la question suivante: »

Justification.

Il importe que le droit de se prononcer sur la question constitue une option et non une obligation légale. Par ailleurs, la consultation populaire doit avoir pour cadre les circonscriptions communales.

B. Remplacer le second alinéa de cet article par le texte suivant: « Estimez-vous qu'il faut transformer les Communautés européennes en une Union véritable et confier à cette fin au Parlement européen le mandat de rédiger un projet de Constitution européenne à soumettre par la suite à une ratification populaire dans les différents Etats membres? »

Justification.

La question posée ne peut préjuger le résultat des travaux effectués par le Parlement européen. Il convient, par conséquent, de ne pas imposer le principe d'un « gouvernement responsable vis-à-vis du Parlement ».

La transformation des Communautés européennes en une Union véritable doit par ailleurs être dissociée, au moins de façon partielle, de l'attribution d'une fonction constituante au Parlement européen. D'autres procédures pourraient éventuellement permettre d'aboutir au même résultat et elles ne doivent pas être interdites d'office.

Le projet définitif d'Union européenne, quelle que soit sa source, devrait être soumis à une ratification populaire, établie par un acte européen, dans les différents Etats membres, de manière à consacrer la nouvelle entité politique créée.

Un commissaire prétend que le Parlement belge n'est pas compétent pour la rédaction d'un texte légal de portée européenne. On peut donc se poser la question de savoir dans quelle mesure il peut être compétent pour l'organisation d'un référendum concernant un contenu et un résultat qui échappent à sa compétence.

Si, d'autre part, on veut simplement faire un geste d'ordre symbolique, autant le faire à titre privé.

Comme conclusion, il propose de demander l'avis du Conseil d'Etat.

L'auteur de la proposition dit que, le Parlement européen n'étant pas compétent pour l'organisation d'un référendum, c'est aux parlements nationaux que cette tâche incombe. Il accepte l'amendement proposé.

Un membre cosignataire craint que le procédé du référendum ne soit finalement pas le moyen le plus indiqué d'atteindre le but recherché par tous, à savoir l'Union européenne.

Il existe du reste déjà un projet de Constitution européenne, rédigé jadis par l'assemblée parlementaire *ad hoc* de la CEEA.

Ainsi qu'il l'a déjà dit ci-avant, il appartient au Parlement belge de rappeler constamment ses propres ministres nationaux à leurs responsabilités quant à leur rôle au sein de la Communauté européenne.

Aussi considère-t-il en fin de compte que le texte de la proposition de résolution est un peu court et qu'il n'exerce pas une pression suffisante sur le gouvernement dans le sens souhaité par tous.

C'est pourquoi il estime que l'avis du Conseil d'Etat constituerait un élément déterminant pour les travaux actuels de la commission.

Un membre dit que le Parlement belge ne peut organiser une consultation populaire obligatoire.

Une demande à adresser au Président du Sénat de bien vouloir solliciter un avis de la part du Conseil d'Etat sur la constitutionnalité de la proposition en discussion est considérée comme inopportune par 10 voix contre 9.

L'amendement, au contraire, est adopté par 12 voix contre 9 et une abstention.

Le membre qui s'est abstenu continue à s'opposer à l'ensemble de la proposition de loi, mais reconnaît que l'amendement constitue une amélioration du texte.

Trois membres de la commission déposent le sous-amendement suivant :

« Dans la première phrase, remplacer les mots « à la question suivante » par les mots « aux questions suivantes. »

Remplacer la deuxième phrase par le texte suivant :

« 1. Estimez-vous qu'il faut procéder à la transformation des Communautés européennes en une union véritable ?

2. Estimez-vous qu'il faut réaliser l'objectif mentionné dans la première question en confiant au Parlement européen le mandat de rédiger un projet de Constitution européenne ? »

Justification.

Nous supprimons le passage où il est question de la responsabilité d'un gouvernement vis-à-vis du Parlement européen car nous estimons qu'il appartient au Parlement lui-même de décider la manière dont il souhaite démocratiser les institutions européennes. Nous ne souhaitons pas anticiper sur ces travaux.

La question posée est scindée et simplifiée de manière que les électeurs puissent exprimer clairement leur opinion. Une réponse par oui ou par non à une question complexe n'a qu'une portée réduite.

La commission adopte unanimement la scission de la question en deux, mais elle n'admet pas la suppression du dernier bout de phrase. La commission répète la nécessité de passer par la négociation diplomatique habituelle.

L'auteur de la proposition et un autre sénateur proposent néanmoins de laisser le choix quant à la forme de la ratification. La phrase de la seconde question se terminerait donc ainsi : « ... à soumettre par la suite à ratification, soit directement par la population, soit par l'intermédiaire des organes compétents des Etats membres de la Communauté ? »

L'amendement, deux fois sous-amendé, est adopté par 12 voix contre 9.

N'y a-t-il pas lieu, ici aussi, de scinder cette fin de phrase en deux, demande l'auteur de l'amendement adopté, amendement visant à scinder la question à poser.

On lui répond par la négative pour la raison suivante. Si la première option s'adresse aux électeurs, la seconde s'adresse aux diplomates; le texte ouvre une option, mais il n'appartient pas aux électeurs d'en choisir une.

Trois commissaires proposent l'amendement suivant :

Compléter l'article premier par un deuxième alinéa, libellé comme suit :

« Les questions mentionnées au premier alinéa et le fait que les électeurs auront la possibilité d'y répondre doivent figurer explicitement dans la convocation électorale. »

Justification.

Pour qu'un référendum ait un sens, il faut que les électeurs soient informés en temps utile et d'une manière suffisante de cette possibilité. La mention de celle-ci, dans la convocation électorale, peut y contribuer.

Cet amendement est adopté par 16 voix contre 4.

Un sénateur met la commission en garde contre ce qu'il considère comme un précédent fâcheux. Cette proposition ouvre la porte à un système inconstitutionnel de référendum, même sur les matières les plus délicates auxquelles notre pays peut être confronté.

La commission sénatoriale a refusé de vérifier la constitutionnalité de cette consultation. Comment pourrait-elle, dès lors, s'opposer à d'autres consultations populaires qui, par leur objet, seraient susceptibles d'ébranler l'équilibre national ?

Il observe que les partisans du référendum prônent aussi la suppression de l'obligation de vote. En outre, à Bruxelles, on sera soumis à trois scrutins et l'on créera également la confusion, dans le reste du pays, si l'on organise un référendum sur l'Union européenne parce que le vote serait obligatoire pour l'élection européenne et qu'il ne le serait pas pour le référendum.

Il attire, en outre, l'attention sur le fait que la manière de poser les questions peut dissimuler les véritables intentions et permet toutes les manipulations.

Il n'est pas toujours possible de répondre par oui ou par non à des questions politiques.

Il conclut que le procédé du référendum ou de la consultation populaire va à l'encontre du progrès social et présente des risques pour notre système parlementaire, garanti par la Constitution.

Le ministre des Relations extérieures signale que ni le contenu ni la forme de l'Union européenne ne sont nulle part définis. On demande donc aux électeurs de se prononcer sur une notion non définie.

Un membre rétorque que les gens savent quand même que l'Union actuelle est une structure économique et que l'on souhaite la compléter par un volet politique.

Ils sont en outre vaguement d'avis que les membres du Parlement européen sont probablement mieux placés que les ministres des gouvernements nationaux pour faire aboutir cette opération.

Si l'on ne se fie pas au peuple, a-t-on tellement raison de se fier aux gouvernements ?

Il s'insurge contre l'opinion suivant laquelle l'organisation d'un référendum constituerait un grave danger pour la démocratie parlementaire.

L'article premier amendé est adopté par 12 voix contre 10.

Article 2.

Trois commissaires et un sénateur, qui n'est pas membre de la commission, proposent de supprimer, au premier alinéa de cet article, les mots : « aux pénalités et à la sanction de l'obligation de vote ».

Justification.

La réponse à la question posée doit demeurer facultative. Elle ne peut être imposée par la loi.

Un membre pose la question de savoir de quelles « dispositions légales » il s'agit ici. Si, par hasard, le texte renvoie à l'organisation des élections européennes, alors il faut noter qu'il n'en énumère pas tous les titres.

L'auteur de la proposition de loi confirme qu'il en est ainsi.

Le même intervenant demande, dans ce cas, ce qu'il fait des circonscriptions et des bureaux que le texte passe sous silence. Par ailleurs, les alinéas deux et trois pourront être supprimés car la question des témoins est déjà réglée par la loi concernant les élections européennes.

Un des auteurs de l'amendement, reconnaissant le bien-fondé des observations, propose le texte modifié comme suit :

« Les dispositions légales relatives aux élections européennes, notamment en ce qui concerne les électeurs, les collèges électoraux, la convocation des électeurs et les opérations électorales seront applicables à cette consultation, sauf en ce qui concerne l'obligation de vote et la sanction. »

Ce faisant, il croit tenir compte du souci, exprimé par le ministre de l'Intérieur, de voir préciser les dispositions légales applicables à la consultation envisagée. Il n'est plus fait référence à la sanction de l'obligation de vote ni aux pénalités y afférentes, de façon à réserver à la consultation un caractère facultatif.

L'amendement est adopté par 12 voix contre 9 et une abstention.

Le membre qui s'est abstenu continue à s'opposer à l'ensemble de la proposition de loi, mais apprécie la réplique logique à ses objections.

Il est bien entendu que ce texte remplace celui de l'article 2 actuel, les alinéas 2 et 3 n'ayant plus d'objet.

L'article, ainsi amendé, est adopté par 12 voix contre 10.

Article 3.

Un commissaire trouve que la portée de cet article n'est pas claire. Comme il s'agit d'une consultation populaire facultative, il voit difficilement comment le Conseil d'Etat pourrait infliger des sanctions. Que peuvent être les « irrégularités » lors d'une opération non obligatoire ?

Un autre commissaire, au contraire, estime qu'une instance de recours doit être maintenue, même si l'on préférerait y donner une autre forme.

L'auteur ne s'opposerait pas à la suppression de l'article.

Il est néanmoins adopté par 12 voix contre 10.

Article 4.

L'auteur du nouveau texte de l'article 2 estime que la plupart des objections faites par le ministre de l'Intérieur contre l'article 4 ont été rencontrées par le nouveau libellé. Il estime que des mesures d'exécution restent nécessaires. Dans des matières techniques, la loi ne peut pas tout prévoir.

Un commissaire se dit rassuré quant au mode de vote mais pas quant aux bulletins de vote. Ceux-ci seront sans aucun doute différents de ceux utilisés lors des élections européennes.

D'abord, il y a un problème d'ordre linguistique. Dans les bureaux de vote bruxellois, y aura-t-il des bulletins bilingues, voire trilingues, ou bien des bulletins unilingues dans les deux langues ? Et ce dans tous les bureaux de l'arrondissement judiciaire ? Comment agira-t-on dans la région de langue allemande ? Confiera-t-on tout cela au Roi ? Tout le monde sait qu'il s'agit de choses délicates.

Autre objection : le ministre de l'Intérieur a clairement déclaré qu'il ne pourra mettre en exécution cette loi. En dépit de cela, on lui demande de définir de surcroît comment il devrait exécuter l'inexécutable.

Enfin, il ne voit pas comment la campagne d'information, prévue par l'article premier, dernier alinéa, pourrait être organisée à temps, toujours par celui qui a déclaré ne pas pouvoir exécuter cette loi.

Le législateur abandonnera-t-il vraiment ses compétences qui concernent la forme, le contenu et la langue des bulletins de vote ? S'écartera-t-il de son comportement habituel ?

Un sénateur ne voit pas de raison pour ne pas appliquer les lois linguistiques, aussi bien aux germanophones qu'aux autres Belges. Il estime que les lois applicables, en la matière, seront celles sur l'emploi des langues en matière administrative, combinées avec la loi sur les élections européennes.

L'article prévoit d'« autres mesures d'exécution nécessaires » éventuelles mais nullement des abrogations.

L'article est adopté par 12 voix contre 10.

Article 5.

Trois commissaires et un sénateur non membre de la commission déposent l'amendement suivant :

Remplacer cet article par le texte suivant :

« Les résultats de la consultation populaire devront être appréciés dans chacune des circonscriptions créées par la loi. Ils seront transmis, ainsi que les procès-verbaux et les bulletins contestés visés à l'article 173 du Code électoral, immédiatement par le bureau principal de l'arrondissement au ministre de l'Intérieur qui les totalisera et les communiquera au Roi, aux Chambres législatives, aux Conseils communautaires et régionaux et au Parlement européen. »

Justification.

La présente consultation est principalement destinée à donner les indications, aux parlementaires européens, sur les positions qu'ils seront amenés à prendre sur cette question délicate.

Comme les élections européennes sont organisées sur la base de deux circonscriptions, il convient donc d'organiser également la consultation populaire sur cette même base.

Les parlementaires européens doivent, en effet, connaître l'opinion dégagée au sein de leur électorat sur cette question.

Ensuite, il convient de ne pas préjuger les résultats de la troisième phase de la réforme de l'Etat dans l'organisation des Relations internationales et du nouvel Etat belge.

Enfin, à raison même du caractère fédéral de nos nouvelles institutions, il est indispensable de savoir dans quel sens se sont prononcées les différentes composantes de l'Etat.

Du reste, depuis la récente réforme institutionnelle, des compétences des Communautés et des Régions concernent déjà partiellement les compétences reconnues aux Communautés européennes.

Un commissaire estime qu'après l'adoption de la référence aux élections européennes, cet article devient superflu.

En outre, il s'étonne de l'inscription, dans la loi, de l'évaluation des résultats par circonscription, et ce pour la première fois. Que cette évaluation soit faite par les partis politiques, par des publicistes et des journalistes, c'est chose commune, mais pourquoi l'inscrire dans la loi ? N'interroge-t-on pas l'ensemble démocratique que constitue la Belgique ?

Un des auteurs de l'amendement fait remarquer que les résultats d'une consultation populaire ne peuvent pas être prévus par la loi organisant les élections européennes. Ensuite, il préfère la clarté aux conclusions officieuses. Il faut donc être explicite.

L'auteur de la proposition propose de remplacer le mot « appréciés » — qui pourrait inclure un jugement ou une estimation — par le mot « évalués » qu'il trouve plus neutre.

Un commissaire demande quelles seront les instances qui auront à évaluer.

Finalement, la commission préfère le mot « comptabilisés ».

Un commissaire propose de limiter l'article au texte suivant : « Le ministre de l'Intérieur totalisera les résultats et les communiquera au Roi, aux Chambres législatives et au Parlement européen. »

Cet amendement est rejeté par 12 voix contre 10.

L'amendement pénultième est adopté par 12 voix contre 10.

L'article, ainsi amendé, est adopté à la même majorité.

Intitulé.

L'auteur propose d'amender l'intitulé de sa proposition en conséquence de l'évolution que cette dernière a subie au cours des discussions.

Les mots « un référendum consultatif » seraient remplacés par les mots « une consultation populaire ».

L'amendement, ainsi que l'intitulé amendé, sont adoptés par 12 voix contre 10.

Article 6 (nouveau).

Un sénateur fait remarquer que si rien n'est précisé, la mise en vigueur de la loi est encore retardée de dix jours après la publication du texte au *Moniteur belge*. C'est la raison d'être de ce dernier article qui stipule l'entrée en vigueur immédiate.

L'article est adopté par 12 voix contre 10.

L'ensemble de la proposition de loi est adopté par 12 voix contre 10. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Luyten.

De heer Luyten. — Mijnheer de Voorzitter, is er in het reglement van de Senaat nergens bepaald dat degenen die in de namiddag stemmen voor spoedbehandeling en voor onmiddellijke bespreking van een ontwerp of voorstel, ook verplicht zijn die bespreking tijdens de avondvergadering bij te wonen? Dat lijkt mij logisch en dat zou het aanzien van het Parlement vergroten, zoals u vanmiddag terecht hebt gezegd. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Ik veronderstel dat dit een retorische vraag was, mijnheer Luyten.

Het woord is aan de heer De Backer.

De heer De Backer. — Mijnheer de Voorzitter, het voorstel van wet tot instelling van een volksraadpleging over het geven van een grondwetgevende opdracht aan het Europees Parlement geniet de onvoorwaardelijke en geestdriftige steun van de PVV-fractie om verscheidene redenen waarvan ik er enkele graag in deze korte uiteenzetting wil belichten.

Allereerst willen wij mede ijveren voor het tot stand komen van een Europees grondwetgevend werk waarbij het Europees Parlement als beslissend lichaam moet worden betrokken. Tevens willen wij ook de burger meer betrokken zien bij de onstuitbare beweging naar een grotere Europese eenmaking.

Ik meen dat in de Senaat voor deze doelstellingen een overgrote meerderheid gewonnen is want het zou slechts de toepassing betekenen van datgene waarvoor wij staan, namelijk democratische institutionele logica zoals dit in de toelichting van het voorstel wordt genoemd. Bovendien het doel kan ook het middel om te pogen dit doel te bereiken onze goedkeuring wegdragen. Het is een, weliswaar nog schuchtere en schroomvallige, eerste stap naar het rechtstreeks betrekken van de burger bij de besluitvorming, wat het vertrouwen in de politiek kan verhogen. Het is toch een elementair recht van de burger in een democratisch land zelf over belangrijke vraagstukken een stem te laten horen. Immers, in onze parlementaire democratie wordt vaak geklaagd over de politieke apathie van een groot deel van de bevolking. Wij zijn ervan overtuigd dat deze apathie als een vluchtreactie kan worden beschouwd en voor een belangrijk deel te wijten is aan de onduidelijkheid van de politieke programma's en aan de personificatie van de politieke macht. Klarheid en duidelijkheid blijven ook in een democratisch bestel hoofdvoorwaarden voor een efficiënt beleid, dat tevens vertrouwen kan wekken.

Daarom verloopt het democratisch model dat de PVV voor ogen heeft in drie trappen: van vertegenwoordigingsdemocratie via inspraakdemocratie naar participatiedemocratie. De burger nauw betrekken bij deze politieke besluitvorming is het doel van deze drietrapsdemocratie.

De participatie, als vorm van medezeggenschap gaat dus nog een stap verder dan inspraak. Bij participatie willen wij de burger nog sterker geïntegreerd zien in het besluitvormingsproces. Dit veronderstelt uiteraard een verdiept inzicht in de problematiek en een verhoogd verantwoordelijkheidsbesef.

Tevens moet deze vorm van democratie worden aangevuld met objectieve, brede en soepele hoortechnieken waardoor naar de verzuchtingen van de burgers te allen tijde kan worden geluisterd. Dat wij hierbij inzonderheid denken aan het volksreferendum, mits een aantal voorwaarden inzake doelmatigheid en democratische toepassing worden vervuld, kan ons niet beletten de hier voorgestelde volksraadpleging, in afwachting dat de constitutionele bezwaren tegen het volksreferendum kunnen worden opgeheven, als een goede stap in de door ons gewenste richting te zien. Dat bovendien in artikel 2 van het voorstel wordt bepaald dat « de wettelijke bepalingen betreffende de kiezers, de kiescolleges, het bijeenroepen der kiezers en de kiesverrichtingen van toepassing zijn op deze raadpleging », maar dan met uitzondering van de stemplicht en de sancties, kan ons zeer positief stemmen, want dat impliceert stemrecht in plaats van stemplicht.

Tijdens de besprekingen in de commissie werden over het voorstel door diverse leden heel wat bezwaren geuit, ook door leden behorend tot een fractie waarvan een lid het voorstel mede had ondertekend. De bezwaren betroffen vooral — maar hier ben ik onvolledig — elementen van materiële aard, constitutionele overwegingen. Dat slechts twee van de twaalf lid-staten dit initiatief namen, initiatief dat bovendien in ons land ongebruikelijk is, was eveneens een bezwaar. Het zou zelfs een gevaarlijk precedent zijn en een uiting van kritiek op het Parlement.

De minister van Buitenlandse Betrekkingen sprak vooral zijn vrees uit met betrekking tot het stemrecht. Welk een slag zou de Europese gedachte worden toegebracht indien slechts één vierde van de bevolking zijn stem zou uitbrengen!

De minister van Binnenlandse Zaken verzette zich principieel tegen het feit dat bepaalde maatregelen van organisatorische aard bij koninklijk besluit zouden worden genomen.

Hierover slechts dit:

1. Met een minimum aan goede wil en het talent en de zin voor organisatie van de diensten van Binnenlandse Zaken kennende, zullen materiële bezwaren niet lang overleefd blijven;

2. Dat slechts in twee lid-staten dit parlementair initiatief genomen wordt, mag zeker geen aanleiding zijn om dit voorstel niet goed te keuren;

3. Het is inderdaad ongewoon, maar hebben wij niet andere wetten aangenomen die eveneens ongewone toestanden in het leven hebben geroepen? Is politiek bedrijven, conservatief bewaren wat is en halstarrig verwerpen wat nieuw is?

4. Is het gevaarlijk de burger te vragen een antwoord te geven op de vraag of hij meent dat de Europese Gemeenschappen hervormd moeten worden tot een waarachtige unie, zoals een van beide vragen luidt, en waar schuilt hier de kritiek op het parlementair systeem? Is die kritiek soms niet gewettigd?

5. Stemrecht kan inderdaad tot gevolg hebben dat minder kiezers zich zullen uitspreken. Vreest men de cijfers onder ogen te moeten zien? Verkiest men struisvogelpolitiek?

6. Daar artikel 2 de wettelijke bepalingen betreffende de Europese verkiezingen toepasselijk maakt, zie ik niet op welke wijze de democratie enig geweld zou worden aangedaan door bij koninklijk besluit een beperkt aantal uitvoeringsmaatregelen te bepalen.

Tenslotte, mijnheer de Voorzitter, wou ik graag verwijzen naar een ander wetsvoorstel, behandeld in de Senaat op 26 juli 1949, ingediend door Paul Struyé, mede-ondertekend door onder andere Paul van Zeeland en P.W. Segers.

In de « Toelichting » bij dit « wetsvoorstel tot instelling van een volksraadpleging over de Koningskwestie » lees ik volgende passage: ...

De heer Luyten. — Dat is een zeer goed voorbeeld.

De heer Erdman. — Daar was u tegen, niet waar?

De heer De Backer. — Ik citeer: « Ons voorstel heeft geen andere juridische betekenis dan die van een onderzoek of van een plechtig verzoekschrift, niet minder, noch meer. Het wil de

rechten van het Parlement niet verminderen, noch afbreuk doen aan de grondwettelijke voorrechten van het Staatshoofd, doch het is van die aard aan het Parlement en aan het Staatshoofd een voorlichtingselement te bezorgen waarvan niemand de waarde kan betwisten.» Getekend: P. Struye.

Dit voorstel werd aanvaard.

Deze volksraadpleging werd gehouden. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Erdman.

De heer Erdman. — Mijnheer de Voorzitter, het is vandaag een hoogdag voor een zeer eminente collega. Minister van State Henrion heeft voorgesteld hier in de Senaat het woord te voeren zonder daarbij een tekst af te lezen, dus voor de vuist weg te spreken. Op die manier zouden de uiteenzettingen wellicht meer ter zake en beknopter zijn. Door de wijze waarop dit debat werd ingeleid, kunnen we vaststellen dat het voorstel van de heer Henrion zinnig is.

Het aanvaarden vandaag nog het voorstel van wet te bespreken en de belangstelling die er vanavond blijkt te zijn, is op zichzelf wel een contradictie. De heer Luyten heeft daarop terecht gewezen. Misschien, mijnheer de Voorzitter, kan er ook op dit vlak een voorstel worden gedaan om het reglement van de Senaat te wijzigen. Ik dank in ieder geval de collega's die nog aanwezig zijn, hoewel ik niet weet of het uit belangstelling is. Alleszins stel ik vast dat men er zich gemakkelijk van afmaakt door hier eerst grote slogans te lanceren, zoals ik er daarnet heb gehoord, en de Senaat en ook het personeel te verplichten tot een avondvergadering. Interpellanten die al lang waren ingeschreven en de opgeroepen ministers moeten wachten. Diegenen die de spoedbehandeling vroegen zijn nu naar andere oorden gevloten om zogezegd belangrijke onderwerpen te behandelen op, zo meen ik althans, minder belangrijke plaatsen.

De heer Luyten. — Europese meetings gaan houden!

De heer Erdman. — Ik denk eerder, mijnheer Luyten, dat ze zich verdiepen in de draagwijdte van het voorstel.

De heer Luyten. — Op mosselleesten op schouders kloppen.

De heer Erdman. — In verband met wat ons vandaag bezighoudt, bestaat er een tweede contradictie. Men heeft ons verplicht een algemene bespreking te houden over iets, waarvan de Senaat heeft beslist dat het eerst voor advies aan de Raad van State zal worden voorgelegd. Ik heb daarnet met aandacht het artikel herlezen waarop men steunt om deze algemene bespreking te laten plaatshebben. Men moet soms niet alleen de letter, maar ook de geest van een tekst analyseren. Ik heb de indruk, maar ik kan me vergissen, dat de bedoeling van de tekst is wanneer een bepaald punt in het kader van een voorstel of een ontwerp ter beoordeling aan de Raad van State wordt voorgelegd, dit de algemene bespreking niet kan tegenhouden. Eventueel kan later de algemene bespreking worden voortgezet over dit specifieke punt.

Het lijkt me echter volkomen contradictorisch, wanneer men het hele concept van het voorstel aan de Raad van State onderwerpt en daarna de Senaat verplicht een algemene bespreking aan hetzelfde te wijden; en zijn dan twee mogelijkheden; in het Frans klinkt het beter: *de deux choses l'une*. Ofwel meent de Raad van State dat het voorstel niet in overeenstemming is met de Grondwet en dan is alles wat daarover vandaag wordt gezegd in verband met de grondwettigheid nutteloos en is alles wat vandaag wordt gezegd in verband met de ongrondwettigheid juist. Ofwel zegt de Raad van State dat het grondwettelijk is, en dan is het net omgekeerd. Ik ben niet degene die, vandaag vooruitlopend op het geleerde advies van de Raad van State, ontwikkelingen ten beste zal geven over de grondwettigheid. Ik heb mijn idee daarover en heb dat verdedigd in de commissie. Ik zal geen uiteenzetting geven over de grondwettigheid van het voorstel nu dit voor advies aan de Raad van State wordt voorgelegd.

Ik moet bekennen dat ik niet graag voor schut word gezet door vandaag genuanceerd iets te beweren en later te worden tegengesproken door een advies van de Raad van State.

De documenten van de Raad van State zijn bekend door de indieners en degenen die de spoedbehandeling onder deze omstandigheden en de voortzetting van de algemene bespreking hebben gevraagd hebben hun verantwoordelijkheid. Ik zal de adviezen van de Raad van State over het principe van een referendum, dat reeds herhaaldelijk door de Raad van State is ontleed, zelfs niet analyseren vermits ik moet wachten op een mogelijke ommekeer, een andere benadering of een andere analyse.

Bovenop blijft er, als ik mij zo mag uitdrukken, niet veel over van de initiële tekst vermits hij fundamenteel gewijzigd is door de amendementen die in de commissie zijn aanvaard.

Mijnheer Dierickx, die fundamentele wijzigingen heb ik niet gevraagd en stonden evenmin in uw voorstel. Indien men thans aan de Raad van State een tekst voorlegt, die totaal afwijkt van het oorspronkelijke voorstel, zal men met betrekking tot de grondwettigheid inderdaad moeten wachten op dat advies.

Mijnheer de Voorzitter, ik behoud mij dus het recht voor, ondanks de beperking van spreektijd voor ieder die het woord neemt in de algemene beraadslaging, om tijdens het tweede gedeelte van die algemene beraadslaging en van zodra het advies van de Raad van State bekend is, te spreken met dezelfde duurtijd.

Ik wil nochtans op dit punt, op deze plaats en op dit ogenblik enkele zaken rechtzetten. Ik heb daarnet gereageerd toen sommigen zich aanmatigden dat zij de enige verdedigers zijn van de Europese gedachte. Het is misschien toevallig en misschien ook groots dat van de week de oproep van Robert Schuman in herinnering is gebracht. Jacques Delors heeft in zijn toespraak desbetreffend niet nagelaten te verwijzen naar andere staatslieden, onder meer naar Paul-Henri Spaak, die op dat ogenblik tot de socialistische rangen behoorde. Ik hoef niet te verwijzen naar alle auteurs, denkers en voorvechters van de Europese gedachte in socialistische kringen, en in SP-rangen in het bijzonder.

Ik heb het daarnet al gezegd: de SP kan niet aanvaarden van wie ook lessen te krijgen in de verdediging van de Europese gedachte. De middelen en de wegen die men bewandelt om tot Europese eenheid te komen kunnen verschillen. Op een bepaald ogenblik dachten sommigen ook aan een groot Europa, maar dan op een wijze die geen van ons, hier aanwezig, hoe dan ook kan onderschrijven. Toen ook sprak men, weliswaar in een andere context, van het grootse Europa.

Ik aanvaard ook niet dat de voorstanders van dit voorstel zich opwerpen als de enige verdedigers van de democratie in Europa.

Van de week in de pers en daarnet op deze tribune heb ik moeten horen dat het eigenlijk de bedoeling is om mevrouw Thatcher een lesje te leren of een fingerwijzing te geven. Ik denk dat deze geachte dame zich daaraan echter niet zal storen en ik zeg dan ook aan de indieners dat dit allemaal niet nodig is. Zij zouden beter geestesverwanten zoeken in het Brits koninkrijk om eventueel daar te bereiken dat men een soort referendum houdt waardoor mevrouw Thatcher mogelijk haar benaderingswijze van het probleem herzielt.

Wat komt men eigenlijk vragen? In de commissie is er niemand — en ik denk in dit halfrond evenmin —, die zich geen voorstander noemt van de uitbouw van het Europese Parlement, een versterking van Europa, de mogelijkheid zelfs van een grondwetgevend Parlement en van de herziening van de verscheidene verdragen die dit moeten ondersteunen. Het zou kunnen dat er een burger tegenstander van is, een uitzondering, mogelijk door onwetendheid, gebrek aan voorlichting of een andere benaderingswijze. Als mandatarissen, als instelling gaat men naar de burger om hem te vragen of hij voorstander is van de uitbouw van de Europese Unie. Ik laat nog in het midden wat dit juist betekent. De boutade van een geacht commissielid dat iedereen wel weet wat het is, laat ik voor zijn rekening. Wij komen daarop later in het debat nog terug.

Dit doet mij enigszins denken aan de kleine jongen in de lagere school aan wie de meester vroeg wie de eerste koning van België was. De jongen aarzelde, de meester drong aan en het enige wat de jongen kon zeggen was: « Weet u het, meester? » De meester zei dat hij het uiteraard wist en de jongen antwoordde: « Waarom vraagt u het dan? » In die situatie brengt men ons.

Men beweert dat de bevolking voorstander is van een grondwetgevende opdracht voor het Europees Parlement, dat wij weten dat zij er voorstander van is, maar dat men haar de gelegenheid moet geven dit duidelijk te maken en wij het dus nog eens moeten vragen. Illogisme *in se*.

Mijn tweede opmerking is meer fundamenteel. Ik hoop dat sommigen de draagwijdte van de weg die zij bewandelen niet beseffen. Om geen seksistische vergelijkingen te maken: een mooie vrouw blijft een mooie vrouw, of zij nu goed of slecht gekleed is, en een lelijke man blijft een lelijke man, of hij nu goed of slecht gekleed is.

De heer Luyten. — Of niet gekleed is.

De heer Erdman. — Dat is nog erger. Het is niet het omhulsel dat de inhoud bepaalt. Men beweert dat het hier niet om een referendum gaat. Ik heb alle mogelijke varianten in de titulatuur gehoord. Op een bepaald ogenblik sprak men over een « consultatieve volksraadpleging », wat tweemaal raadpleging is. Men wilde er zelfs een « consultatieve oriënterende volksraadpleging » van maken. Dan had men het misschien kunnen afkorten tot COV, om in de huidige trend te blijven. Of men het nu volksraadpleging noemt of referendum, het is en blijft een referendum.

De heer De Backer maakte zoëven allusie op de debatten van 1949. Ik herinner u eraan dat zijn partij toen tegen een referendum, volksraadpleging genaamd, was.

De Vlaamse socialistenvrijen consequent. Wij waren in 1949 tegenstander van een referendum, wij zijn er nu nog tegen. Anderen, die er toen ook tegen waren, worden nu blijkbaar progressief en willen niet conservatief worden genoemd. Die uitspraak van een vertegenwoordiger van de PVV doet mij glimlachen.

What's in a word? Een woord is enkel een omhulsel want het essentiële is dat het wel degelijk gaat om een referendum.

Sommigen zien het gevaar van het organiseren van een referendum — zij het onder de naam van volksraadpleging. Men heeft immers de ongrondwettige trachten te omzeilen door geen verplichting op te leggen.

Mijnheer Dierickx, ik herinner u nu niet aan de gevaren van een referendum of van de politiek bij referenda. Men moet echter overwegen wat men allemaal aan een referendum zou kunnen onderwerpen.

Degenen die de meest ingewikkelde systemen hebben uitgevonden om met dubbele meerderheid in taalgroepen te trachten evenwichten te behouden, kunnen wel eens wakker worden geschud wanneer een eenvoudige meerderheid van « het volk » zich bij referendum in de ene of in de andere richting zou uitspreken.

De heer Luyten. — Met in Vlaanderen en Wallonië bijvoorbeeld uiteenlopende resultaten!

De heer Erdman. — Dat beoogt men misschien, mijnheer Luyten.

Degenen die uitgebreide debatten willen wijden aan ethische problemen moeten overwegen op welke wijze een dergelijke problematiek via een referendum kan worden benaderd. Hierbij gebruik ik nog niet de oneerbiedige term « politiek van de bananenrepublieken », waarbij men met referenda, met uitslagen van 99,9 pct., alles kan doordrukken.

Men kan eventueel verwijzen naar andere landen met een veel grotere traditie. Wij hebben onlangs kunnen meemaken hoe de burgers van Apenzell op de grote markt samen kwamen om progressief te beslissen of hun dames al dan niet tot het

kiesrecht zouden worden toegelaten. Dat is de progressiviteit die in de mogelijkheid van referenda kan worden opgenomen.

En ondanks alle omhulsels waar men niet buiten kan, shockeert het mij nog meer dat het Parlement naar de bevolking gaat met een vraag, of met vragen, en goed weet dat het met het antwoord als dusdanig niets kan doen. Als men een referendum organiseert spreekt het nogal vanzelf dat men ofwel de beslissingsmacht overdraagt aan degenen die men consulteert ofwel dat men gebonden is door de uitslag van de raadpleging.

Nu vraag ik me af wat het Belgisch Parlement, zelfs de uitvoerende macht, kan doen met een overdonderende meerderheid bij een volksraadpleging. Wat zou het Parlement dan kunnen doen dat het nu niet kan? Of willen degenen die de volksraadpleging voorstaan zeggen dat de Belgische regering, de Belgische ministers van Buitenlandse Betrekkingen, de diplomaten, de vertegenwoordigers op elk echelon in de Europese Gemeenschap hun taak niet naar behoren hebben vervuld, en niet op welke manier ook gepoogd hebben de Europese Unie verder uit te bouwen?

Willen zij soms wantrouwen doen ontstaan ten opzichte van al deze gezagsdragers? Sommigen zullen mij antwoorden, ook de hoofdindieners van dit voorstel, als ik hem zo mag noemen, dat het de bedoeling is de bureaucratisering en de technocratie in het Europa van vandaag te bestrijden om uiteindelijk via het manifesteren van de volkswil de eenmaking in Europa te realiseren. Zal u dat allemaal vertellen aan de burger die u morgen wil raadplegen? Zal u hem terzelfder tijd ook zeggen dat het niet mogelijk is met zijn wil rekening te houden zolang er geen consensus is over een hernieuwd tractaat of verdrag? Zal u hem zeggen dat we afhankelijk zijn van de politiek van andere Staten om de Europese Unie die we allen echt willen te bereiken? Mijnheer Dierickx, u zult mij wellicht antwoorden dat de kandidaten voor de Europese verkiezingen dit allemaal zullen toelichten.

De heer Dierickx. — Mijnheer Erdman, wat u zegt klinkt mooi, maar het klopt niet. Al degenen die zich sedert jaren met de Europese integratie bezighouden — ook de heer Simonet heeft dit in de commissie gezegd — zijn meer en meer tot het inzicht gekomen dat wij van de nationale regeringen niet moeten verwachten dat ze iets opbouwen waardoor ze zich zelf een kopje kleiner maken. Er moet een andere wilsuiking dan die van de ministers naar voren komen. De ministers moeten bij het maken van Europa een stuk van hun macht afstaan. Dat is een waarheid als een koe. Er werd herhaaldelijk gezegd dat wij niet mogen verwachten dat men van remmen voor de Europese integratie motoren kan maken.

De Voorzitter. — Mijnheer Dierickx, u hebt het woord niet. Ik kan aannemen dat u even onderbreekt om een vraag te stellen, maar dit is een hele redevoering.

De heer Erdman heeft opnieuw het woord.

De heer Erdman. — Mijnheer Dierickx, zoals u weet zijn er velen die dromen en gelukkig maar, want zonder dromen zou de wereld stil staan en nooit evolueren.

Het is echter niet zo gemakkelijk om dromen om te zetten in teksten en om die teksten dan te doen naleven in de werkelijkheid. Tussen droom en werkelijkheid is er een hemelsbreed verschil.

Van de week werd de door velen reeds vergeten oproep van Robert Schuman uitgezonden. Hoe lang heeft het niet geduurd om de droom van Schuman in teksten te gieten? Hoe lang heeft het daarna niet geduurd om de Europese Gemeenschap haar taken te laten opnemen die zij misschien, zoals u zegt, op een technocratische en bureaucratische wijze vervult, maar die toch ons hele rechtswezen en rechtsdenken beheersen?

Het is dus niet gemakkelijk om dromen in teksten om te zetten. Het is echter nog veel gevaarlijker om de burgers via omwegen met een zogenaamde unanimiteit over zaken te laten beslissen waarvan zij de hefbomen niet in handen hebben. U verwijst in uw uiteenzettingen en artikels herhaaldelijk naar het

voorbeeld van Italië. In Italië heeft men evenwel de Grondwet gewijzigd.

Ik heb reeds gezegd dat wij wel een signaal kunnen geven. Wij zijn er immers allen van overtuigd dat de bevolking in die richting denkt. Om dit te weten heeft men geen volksraadpleging nodig. Kijk maar naar de resolutie die in de Kamer eenparig is goedgekeurd. Ook de Senaat had eerst de ontwerp-resolutie van de heer Spitaels kunnen behandelen, die trouwens ook eerst was ingediend. De meerderheid van de commissie en zelfs de indiener van de ontwerp-resolutie hebben mij echter niet gevolgd. Ook de heer Spitaels is plots van gedachte veranderd en heeft zijn eigen voorstel doen wijken voor het wetsvoorstel.

Door de goedkeuring van die resolutie zou ook de Senaat een signaal hebben kunnen geven en zou men niet geconfronteerd zijn geworden met allerlei praktische en andere moeilijkheden. Vanmiddag berekende iemand dat men minstens 33 dagen nodig heeft om verkiezingen te organiseren en dat wij thans nog 38 dagen verwijderd zijn van de Europese verkiezingen. Het wetsvoorstel is echter nog niet aanvaard. De algemene bespreking zal vandaag niet worden gesloten. Men zou kunnen zeggen dat ik die algemene bespreking thans opvul. Zelfs de indiener en de verdedigers van het voorstel komen vandaag niet op de tribune om hun argumenten uiteen te zetten.

Er is echter niet alleen de korte tijdsspanne die nog rest. Er zijn ook nog andere moeilijkheden, waarop de enen met een schouderophalen reageren, maar die anderen toch aan het denken zetten. Ik heb bijvoorbeeld in de commissie wel een antwoord gekregen op mogelijke problemen die kunnen rijzen in verband met de toepassing van de taalwetten, maar er is geen antwoord gekomen op mijn vraag hoe dit fameuze stembiljet zal worden opgesteld. Ik beklaag degenen die in een koninklijk besluit de richtlijnen voor het opstellen van dit stembiljet voor Brussel zullen moeten vastleggen. Dit zal tot heel wat discussies in de regering aanleiding geven. Zal de vraag in de twee talen na elkaar op één stembiljet komen? Zullen er twee verschillende stembiljetten zijn? Zal de kiezer dan het ene in de bus mogen steken en het andere niet? Zal hij geen enkel stembiljet in de bus mogen steken of zal hij er twee mogen insteken?

Veel plezier! Als dat een ernstige volksraadpleging is! Organiseren van een referendum kan een lofwaardige poging zijn, ongeacht het feit dat ik er principieel tegen ben, en vooral tegen de hier voorgestelde formule. Dan moet dat experiment toch beter georganiseerd zijn, of, oneerbiedig, georkestreerd.

Mijnheer Dierickx, het is niet omdat ik amendementen heb ingediend die uw tekst nog kunnen corrigeren, dat ik voorstander ben van het principe van de volksraadpleging, zoals u enigszins triomfalistisch hebt geïnterpreteerd.

Door het systeem van het referendum mist u de kans om het gewenste signaal te geven. Dat kan veel beter door een eenparig goedgekeurde resolutie, symbolisch liefst de dag vóór de Europese verkiezingen, om de kiezer bewust te maken van zijn kiesplicht op 18 juni.

Om te eindigen wijs ik nog op de situatie waarin de Brusselse kiezer zich bevindt. Hij moet verplicht kiezen voor het Europees Parlement en voor het Brusselse Gewest, maar hij is vrij te antwoorden op de vragen van het referendum. Wanneer hij zich vergist en de twee door elkaar haalt zal hij er niets meer van begrijpen. (Applaus.)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Belder.

De heer De Belder. — Mijnheer de Voorzitter, geachte collega's, op dit late uur vraag ik nog uw aandacht voor een eerder persoonlijke beschouwing in dit debat.

Ten eerste ben ik medeondertekenaar van het wetsvoorstel dat op 23 februari jongstleden werd ingediend om een grondwetgevende opdracht te geven aan het Europees Parlement. Ik ben bij de ondertekening uitgegaan van een welgemeende persoonlijke federalistische Europese instelling die ik deel met de initiatiefnemer, de heer Ludo Dierickx. Wij hebben ons deze opvatting overigens indertijd eigen gemaakt in dezelfde diverse Europese federalistische kringen.

Ten tweede ben ik mij op dit ogenblik van mijn professioneel leven, bewust geworden van het gevaar van het democratisch deficit dat in de Europese instellingen bestaat. De heer Dierickx en de overige ondertekenaars hadden dit ook voor ogen. De bedreiging van de democratie in Europa is reëel en ik deel die bezorgdheid met de heer Dierickx.

Ik stel vast dat de macht meer en meer verschuift van de nationale Staat naar de Europese instellingen, en ik merk dat het gevaar van uitholling van de democratie in het Europees Parlement in dezelfde verhouding toeneemt. Het is dus nodig hiertegen te reageren. Ook de Volksunie maakt van dit gevecht tegen het democratisch deficit in Europa een prioritaire punt van haar Europees verkiezingsprogramma.

Wij willen immers allen een sociaal en «proper» Europa, zoals wij met zijn allen gekant zijn tegen dat Europees deficit. Tot zover mijn inleiding.

Tijdens de werkzaamheden in de commissie voor Buitenlandse Betrekkingen heb ik daarnaast heel wat geleerd. Ik stel, samen met u, vast dat in de plaats van een waardig debat over Europa onze werkzaamheden voor een groot gedeelte omgeslagen zijn in een discussie over het voor en tegen van het instrument dat hier wordt aangeprezen, namelijk het referendum. Welnu, ik maak hierbij vijf korte opmerkingen.

Ten eerste zijn er de verwijzingen naar het Italiaanse voorbeeld. Het referendum is in Italië een courant instrument in het politieke leven bij zoverre dat de publieke opinie er daar helemaal geen moeite mee heeft. Zij weet al lang dat, wanneer men vóór iets is, men er «no» moet stemmen. Het referendum is er in de grondwet vastgelegd. Ook Ierland en andere lid-staten kennen dit fenomeen. Bij ons echter bestaat er een gevaar voor een precedent omwille van de typisch Belgische communautaire toestanden die, niet alleen, maar vooral de Volksunie na aan het hart liggen. Ik heb daar bijgevolg begrip voor.

Ten tweede, in verband met de vraag naar de grondwettigheid ervan verwijs ik naar wat de heer Edman met heel veel welsprekendheid zoeven heeft gezegd.

Ten derde, ik merk hier tevens een begin van het einde van de stemplicht. Dit gevaar zit vervat in de tekst. Welnu, ook voor mijn partij is de stemplicht traditioneel een belangrijk element.

Het vierde punt is voor mij persoonlijk zelfs van groter belang: het gaat over de kwaliteit van de vragen die de tekst aan het kiezerskorps zou willen stellen. Wat weet de gemiddelde kiezer over de bepaling van de Europese Unie die wij hem voorspiegelen? Wat weet hij over de juiste rol van het Europees Parlement, vóór en na de Europese akte?

De heer Dierickx. — Het wordt de hoogste tijd dat hij dat zou weten.

De heer De Belder. — Ik zal straks de vraag stellen wat de nationale parlementsleden over diezelfde aangelegenheden weten, mijnheer Dierickx, maar daar ben ik nog niet aan toe.

Wat weet de gemiddelde kiezer over de dosering der nationale bevoegdheden met de Europese bevoegdheden, en hoe die twee samengaan? Wat weet hij over het verschil tussen bevoegdheden en macht in Europese context?

Er is met andere woorden een grondige voorbereiding nodig. Een campagne, tijd en uitgaven dus. De straf voor het geheel, zoals het zich aandient, is dat het referendum op 18 juni, zwak georganiseerd zal plaatshebben, onwaardig dus voor de Europese zaak die wij allen dienen.

Mijn laatste punt over het referendum gaat over het gebrek aan vertrouwen in het nationale Parlement dat in een referendum schuilt. Ook de Kamer van volksvertegenwoordigers heeft dit standpunt ingenomen door bij monde van haar adviescommissie over Europese zaken, de idee van een referendum op die basis te verwerpen.

Ik heb niet alleen een en ander geleerd maar tijdens de werkzaamheden is vooral mijn persoonlijke overtuiging versterkt naar voren gekomen. Als wij namelijk werkelijk aan de

Europese toestand die door een democratisch deficit wordt gekenmerkt, iets willen doen, dan is er een alternatief dat misschien electoraal minder spectaculair is, maar dat veel efficiënter is. De doelstellingen van de indianers, tot wie ik behoor, zullen immers beter worden gediend, wanneer het nationale Parlement, Kamer en Senaat, de controle op de Europese politiek van onze regering verscherpt. Dat is mijn persoonlijke en diepe overtuiging.

De belangstelling van het Belgische Parlement voor onze buitenlandse politiek in het algemeen en voor de Europese politiek in het bijzonder is eenvoudig samen te vatten. Er was een tijd dat de ministers van Buitenlandse Zaken Spaak en Harmel bijna nooit voor het Parlement verschenen. Vervolgens is er sedert minister Van Elsanle een link gelegd, volgens de enen minder gelukkig dan volgens de anderen, tussen het binnenlandse en het buitenlandse beleid. Minister Tindemans beweert tegenwoordig dat er in ons land minstens 10 miljoen experts inzake buitenlands beleid rondlopen. Hij beklaagt er zich over dat hij met te veel inspraak rekening moet houden. Dat geldt dan echter niet, of toch niet voldoende, voor inspraak vanwege Kamer en Senaat.

Ik heb enkele punten op een rijtje gezet om aan te tonen dat dit alternatief, namelijk een grotere inspraak van het nationale Parlement in het Europees beleid, efficiënter kan zijn dan een referendum. Het betreft volgende argumenten.

Ten eerste, enkele tijd geleden trachtten sommigen onder ons, onder leiding van collega Wyninckx, minister Tindemans vóór zijn vertrek naar Rhodos aan te sporen om daar een bepaalde houding aan te nemen in de kwestie van het Midden-Oosten. Er werd ons echter gezegd dat een dergelijk «onbeschaamd» optreden van de Senaat ten opzichte van de minister van Buitenlandse Betrekkingen niet strookte met de gewoonten van dit huis. Wij hebben ons toen bescheiden teruggetrokken.

Ten tweede, de Senaat beschikt niet eens over een eigen adviescommissie voor Europese zaken, en dat op de vooravond van 1992. In Nederland daarentegen neemt de nationale regering geen enkel initiatief meer dat te maken heeft met de Europese richtlijnen vermeld in het witboek zonder dat dit voorafgaandelijk naar een specifieke parlementaire commissie wordt verwezen. In de Franse Senaat, waar veel minder commissies bestaan dan bij ons, is de inspraak van het Parlement in het Europees beleid geïnstitutionaliseerd.

Ten derde, de procedure om Europese richtlijnen over te nemen in het nationaal recht zou gevoelig kunnen worden verbeterd. Wij hoeven daarvoor niet te wachten tot de derde fase van de Staatshervorming.

Ten vierde, er werden reeds ettelijke voorstellen gedaan om de efficiency te verbeteren. Ook de heer Dierickx pleitte reeds vaak, overigens niet ten onrechte, voor een verbetering van de efficiency van het optreden van het Parlement tegenover de nationale regering en haar Europese politiek. In het rapport van de heer Herman vinden wij onder paragraaf 7 daartoe enkele pertinente formules ter zake.

Ten vijfde, het nationaal Parlement hoeft niet dezelfde rol te spelen als het Deense of als het Britse *scrutinying committee* waarin deze parlementsleden er angstvallig voor waken dat geen nationale bevoegdheden aan Europa worden afgestaan. De rol van ons nationaal Parlement moet, juist omgekeerd, gekanaliseerd worden in de richting van een beter geïnstitutionaliseerd en een verdiept Europa.

Enkele voorbeelden kunnen dit illustreren. Over de telecomunicatie, die van de week in de Europese Ministerraad werd besproken, werd in het Parlement geen debat gevoerd, hoewel de Belgische delegatie, bij monde van onze minister, toch een zeer belangrijk standpunt heeft ingenomen. De uitbreiding van de Europese Gemeenschap werd hier evenmin besproken.

Vanmiddag was ik getuige van een show van enkele Belgische Europese parlementsleden die hun standpunt kwamen uiteenzetten in het Voorlichtingsbureau van de Europese Gemeenschap.

Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1988-1989
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1988-1989

Daar werd ons gezegd dat men zelfs in het Europees Parlement geen efficiënte controle kan uitoefenen op de nationale ministers. Tijdens de *question time*, wat wij hier niet kennen, wordt de voorzitter van de Raad van ministers ondervraagd door de Europese parlementsleden. Op de vraag waarom in een bepaalde aangelegenheid in de EG-Raad geen akkoord werd bereikt, antwoordt de voorzitter stelselmatig «dat er geen akkoord was tussen de Twaalf». Op de verdere vraag van de parlementsleden wie dan niet akkoord ging en waarom niet, antwoordt de voorzitter even stelselmatig dat dit zijn mandaat te buiten gaat aangezien dat nationale politiek is. De Europese parlementsleden komen dus nooit te weten welke de verantwoordelijkheid is geweest van de nationale ministers in de Europese Ministerraad.

De heer Dierickx. — Wij ook niet!

De heer De Belder. — Inderdaad, omdat wij de vraag niet stellen.

De heer Dierickx. — Omdat men ons niet wil antwoorden, collega.

De heer De Belder. — Wij moeten het dus niet zoeken in het instrument van het referendum. Wij moeten meer, — ik verwijs naar een aantal van uw uiteenzettingen, mijnheer Dierickx — het parlementaire spel spelen in de nationale parlementen, te beginnen bij het onze.

Ziehier dan tot besluit nog het volgende. Ik heb mede de tekst ondertekend omdat ik hoopte dat wij een goed Europees signaal zouden kunnen zenden, eerst naar onze eigen nationale regering, maar ook naar die krachten in de Europese Gemeenschap die de Europese integratie, zoals ik ze wil en u ze wil, niet genegen zijn, om mevrouw Thatcher bijvoorbeeld niet bij naam te noemen. Ik ben dus een beetje ontgoocheld omdat ik terechtkom in een typisch Belgisch debat waarin Vlamingen en Franstaligen vrijwel lijnrecht tegenover mekaar staan. Dat wijst erop dat in ons land nog heel wat werk te doen is alvorens wij «Vlamingen, Europeaan kunnen zijn». Eerst moet hier nog worden gedacht aan de bescherming van de belangen der Gemeenschappen in ons land.

Mijnheer de Voorzitter, men heeft mij indertijd geleerd dat het woord «Europa» ethymologisch afkomstig is van het Grieks en dat het betekent: «zij met de mooie ogen, of degene die ver ziet.» Ik heb in februari bij de ondertekening dus gehoopt ver te kunnen zien, tenminste tot aan het andere einde van de Weststraat, tot aan de gebouwen van de Europese Commissie, of tot aan het einde van de Belliardstraat, dat wil zeggen tot aan de gebouwen van het Europees Parlement. Tussen haakjes aangestipt: daar is vandaag een manifestatie geweest van *Rote-Armee-fraktion*-sympathisanten en andere CCC-propagandisten; dus, terwijl wij hier over Europa spraken is er heel wat gebeurd aan de gebouwen van de Europese Commissie.

Ik heb geleerd dat tussen hoop en daad referenda in de weg staan en Belgische politieke interne bezwaren. Ik heb mijn blik moeten beperken tot de horizon van het Belgische Parlement.

Daarom zal ik tegen de formule van het referendum moeten stemmen. Niet omwille van de ene of de andere disciplinaire maatregel. Ik heb ook het woord discipline niet gebruikt in mijn uiteenzetting. Ik vind, ten eerste, de formule van het referendum potentieel te gevaarlijk voor de prioritaire Vlaamse belangen in ons land. Ik vrees dat de bedoelingen van de verdedigers van het referendum ondertussen inderdaad duidelijk zijn geworden.

Ten tweede vind ik de formule zoals ze nu uit de bus komt niet de meest passende om het Europese ideaal dat wij samen delen, mijnheer Dierickx, op een efficiënte manier te dienen. (Applaus.)

M. le Président. — La parole est à M. Dehousse.

M. Dehousse. — Monsieur le Président, mes chers collègues, les orateurs se suivent et ne se ressemblent pas. M. De Belder, cosignataire de la proposition initiale, nous a expliqué pourquoi il ne la voterait pas. Moi qui ne l'ai pas consignée, je la voterai et, dans mon groupe, nous sommes tous dans la même situation. Comme quoi M. Erdman a raison au moins sur un point, à savoir l'existence de contradictions.

Mais les contradictions abondent, cher monsieur Erdman, et vous n'en avez cité que quelques-unes. C'est ce qui m'amène à vous répondre. Quant au déroulement de la discussion, ce n'est pas la première fois, et sans doute pas la dernière, que le règlement sur le renvoi au Conseil d'Etat est appliqué. Il appartient à chacun des membres de cette assemblée de proposer de modifier le règlement, s'il l'estime utile, *a fortiori* quand il a votre autorité, monsieur Erdman. Mais tant que le règlement reste ce qu'il est, il n'y a pas de raison d'en changer l'application. Rien donc de nouveau dans ce qui a été décidé, sagement me semble-t-il, cet après-midi.

Contradiction aussi, monsieur Erdman, puisque ceux qui n'ont pas cessé en commission, quelquefois même en séance publique, de craindre que le délai soit devenu insuffisant pour organiser matériellement la consultation n'ont pas craint de rendre les choses plus difficiles encore en consultant le Conseil d'Etat, donc en retardant la décision du Sénat. Ce n'est pas là un reproche, mais le constat d'une contradiction.

Contradiction, monsieur le ministre de la Défense nationale, puisque sur la base de l'excellent rapport de M. Henneuse, vous devriez entretenir les plus vives inquiétudes, ou les plus vifs espoirs; c'est selon. En effet, de l'avis de votre collègue, le ministre de l'Intérieur, vous êtes dans l'incapacité de décider une mobilisation générale, faute de pouvoir commander du papier pour faire des affiches! (*Sourires.*)

Contradiction profonde encore, monsieur Erdman, lorsque après avoir entendu tant d'orateurs, sincères, je le crois, exprimer en commission leurs préoccupations quant à la vigueur de la démocratie parlementaire, leurs craintes devant toute diminution de celle-ci — je pense notamment à M. Gijs — nous avons entendu un ministre en exercice dire au Sénat: «Votez ce que vous voulez, moi, je ne l'appliquerai pas!» Ce propos est repris dans le rapport de M. Henneuse.

A cette date, j'ai dix-sept ans de vie parlementaire, ce qui m'a permis d'avoir des mutations politiques une vue relativement posée. Jamais je n'avais entendu un ministre en exercice s'exprimer avec cette force et, à certains égards, cette violence dans le ton et dans la forme par rapport à l'institution parlementaire que les uns et les autres nous essayons de défendre.

Bref, la discussion du projet de loi sur la consultation populaire a certes suscité des contradictions, comme vous l'avez dit, mais des contradictions très nombreuses et, si j'ose dire, de part et d'autre.

Cela dit, tout en me réservant, comme vous, la possibilité de réintervenir lorsque nous aurons à apprécier l'avis du Conseil d'Etat, j'en reviens à des considérations qui touchent plus au fond du problème.

L'exactitude du vocabulaire n'est pas nécessairement l'apanage de la science politique, et ce malgré le mot «science». Ainsi le référendum n'est défini de façon définitive et contradictoire par aucun manuel de science politique. Il en va ainsi de bien d'autres concepts, à commencer par celui de liberté, alors qu'en cette année du bicentenaire de la Révolution française, il y aurait lieu de méditer longuement sur l'évolution du concept de liberté.

Le groupe socialiste n'a pas souscrit à une proposition de référendum, mais bien à une proposition de consultation populaire, et je vais dire dans quel esprit. Il ne s'agit ni d'un jeu de miroirs ni d'un trompe-l'œil. Dans notre vocabulaire, cette différence de terminologie est fondamentale.

Pour nous, le référendum est la décision prise par le corps électoral tout entier, agissant directement et dont la réponse produit immédiatement ses effets. La consultation populaire, quant à elle, enrichit le pouvoir d'appréciation des décideurs, en l'occurrence, les parlementaires. La différence est majeure.

Nous pouvons diverger les uns et les autres quant au sens des termes mais, afin que vous sachiez l'esprit dans lequel nous nous sommes engagés dans ce débat, il me paraît utile de redire aussi clairement que possible la valeur que nous donnons aux mots.

Au-delà de la différence importante entre le référendum et la consultation populaire, j'ai peut-être été plus attentif à vos arguments qu'à ceux de MM. De Belder et De Backer. Ce n'est pas surprenant. Nous savons, l'un et l'autre, que les valeurs de la démocratie directe et de la démocratie parlementaire sont l'objet d'une vieille querelle au sein de la famille socialiste, vieille querelle fondamentale et, par ailleurs, parfaitement honorable.

Néanmoins, un certain nombre d'éléments amènent le groupe socialiste à se rallier à une évolution. Je voudrais m'exprimer sur les raisons qui nous ont conduits à évoluer et sur les nuances de cette évolution.

Tout d'abord, la nouveauté est relative. J'appartiens à une génération de socialistes wallons qui ont milité au Mouvement populaire wallon et qui ont défendu âprement, quoique sans succès, la notion de référendum d'initiative populaire. C'était il y a plus de vingt ans; c'est dire si l'évolution a été douce.

Certes, vous pourriez m'objecter que le référendum d'initiative populaire diffère de la consultation d'aujourd'hui. Vous auriez raison sur ce point. Cela montre le caractère graduel de notre évolution.

Ce caractère graduel transparaît clairement dans la position adoptée par le président Spitaels, qui a déposé voici deux ans, en 1987, une proposition de résolution se référant à des formes de référendum. A cet égard, laissez-moi vous dire que M. Spitaels n'a pas retiré sa proposition de résolution, contrairement à ce que vous avez dit tout à l'heure. Sans amour-propre d'auteur — ainsi qu'il l'a précisé en commission — M. Spitaels a estimé que la proposition de loi signée par d'autres parlementaires que ceux de notre groupe allait plus vite et plus loin.

Vous savez aussi, monsieur Erdman, que nous n'avons pas pris notre décision sans apporter un certain nombre d'amendements dont quelques-uns ont été suffisamment importants pour que vous parliez vous-même d'une transformation substantielle de la proposition initiale. Je ne vais pas énumérer ici ces amendements. Nous aurons l'occasion d'en discuter en temps utile.

Mais je tiens à dire dès ce soir deux choses fondamentales. Ces deux éléments soulignent pourquoi nous n'avons pas le sentiment que la proposition à laquelle nous avons finalement souscrit diminue les prérogatives de la démocratie parlementaire. Deux raisons motivent ce sentiment.

La première est celle que M. De Belder vient de rappeler à cette tribune, à savoir l'existence de ce qu'il a appelé après d'autres le déficit démocratique en Europe.

Depuis le débat de la construction européenne, le pouvoir des assemblées parlementaires — la nôtre, comme celles des autres pays membres de la Communauté européenne — se déplace, soit vers des Conseils de ministres, qui ne sont pas responsables devant le Parlement européen, soit vers des instances à caractère technocratique.

Notre but profond est de ramener, au niveau européen, une démocratie de type parlementaire, dont les modalités sont à discuter, mais qui doit rétablir, dans le cœur de la construction européenne, une épine dorsale démocratique.

Nous pensons donc qu'il ne faut pas se contenter d'apprécier la réalité parlementaire dans le cadre de notre Parlement, mais dans celui de l'ensemble des assemblées qui sont appelées à prendre des décisions. Nous n'avons pas le sentiment de vouloir diminuer globalement la capacité de ces assemblées parlementaires prises globalement. Au contraire, nous avons le sentiment de vouloir accroître leur capacité globale en rendant au Parlement européen des pouvoirs qu'il ne possède malheureusement pas dans la circonstance actuelle et dont nous pensons qu'aucun gouvernement n'est susceptible de les lui donner suffisamment vite alors que la nécessité s'en fait cruellement sentir.

Par ailleurs, et nous y reviendrons à coup sûr dans la suite du débat, nous n'avons pas le sentiment de diminuer même

la capacité d'agir de notre Parlement puisque l'objet de la consultation populaire proposée se situe en dehors du champ législatif défini par la Constitution belge.

J'en viens avant de terminer à la motivation de notre action. Vous avez exposé que la proposition que nous discutons comportait de nombreux dangers. J'approuve cette partie de votre intervention. Mais, en toute chose, il convient de peser les avantages et les inconvénients. De plus, il importe, de temps à autre, d'apprécier la nécessité dans laquelle nous sommes mis, davantage par les événements que par les hommes, d'accomplir des actes nouveaux.

Pensons un peu que l'Europe et la construction européenne ont été riches en initiatives nouvelles. La supranationalité, issue de la déclaration Schuman que vous avez évoquée, était un concept entièrement nouveau à l'époque.

J'ai connu indirectement — il y a très longtemps, hélas! — cette assemblée lorsqu'elle résonnait de discours sur la constitutionnalité, non pas du référendum, mais du Traité CECA et du concept de la supranationalité. Depuis lors, donc depuis bientôt trente ans, le Sénat a discuté de la nécessité d'approprier notre Constitution, notamment l'article 68, à l'idée de la supranationalité. Finalement, rien n'a été fait. Cela n'empêche pas que la nécessité européenne a fait loi. Nous nous sommes soumis à une évolution que nous acceptons tous.

Vous avez dit, en outre, que «certains se sont faits les seuls défenseurs de l'idée européenne». A ce sujet, je voudrais dissiper toute équivoque: nous ne nous considérons nullement comme les meilleurs défenseurs de l'idée européenne, et nous ne nous croyons pas meilleurs démocrates que d'autres. Par contre, nous nous sentons davantage poussés par la nécessité de défendre l'idée exposée. Ce comportement n'est pas nécessairement une vertu cardinale, sauf quant à la lucidité indispensable à cet égard.

Telles sont, monsieur le Président, les considérations que je voulais émettre à ce stade du débat. Je tenais à préciser une nouvelle fois notre position. Nous aurons à apprécier l'avis du Conseil d'Etat, qui ne manque pas d'intérêt, et la responsabilité que nous serons amenés à prendre ensuite sera d'autant plus lourde.

Cependant, je vous invite à réfléchir sur le fait que, dans notre pays, en matière de constitutionnalité, le Conseil d'Etat émet des avis et le Parlement décide. Pourquoi? Parce que les parlementaires sont élus et que les conseillers d'Etat ne le sont pas. On peut disserter à perte de vue, entre juristes surtout, des mérites de cette construction; elle est jusqu'ici admise par tous.

Je voudrais simplement ajouter, pour terminer, qu'un homme très éloigné des référendums, de la supranationalité et du Conseil d'Etat, puisqu'il s'agit de Lénine, déclarait que celui qui attend une révolution parfaite se condamne à ne jamais voir de révolution. Plus modestement, mais dans le même esprit, je tiens à dire que notre groupe n'attend pas une loi parfaite, mais le signal d'un pas en avant dans la construction européenne, qui nous paraît en avoir le plus urgent besoin. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à Mme Hanquet.

Mme Hanquet. — Monsieur le Président, il me paraît bon de souligner en séance publique qu'en commission, le rapport a été adopté ce matin à l'unanimité.

Par ailleurs, en ce qui concerne les travaux de la Chambre des représentants, dont il a été fait mention, une mise au point s'impose. Il est exact que sa commission d'avis s'est prononcée. Mais la Chambre est aussi saisie d'une proposition de loi qui a le même contenu que celle dont nous discutons actuellement. Elle attend le vote définitif du Sénat pour en entamer la discussion, probablement selon la procédure d'urgence. Les incidents de procédure retardent évidemment le vote dans les deux Chambres et, par conséquent, l'organisation éventuelle du référendum.

A la suite de M. Dehousse, je voudrais dire que si nous avons souscrit avec beaucoup de conviction au contenu de la proposition, c'est parce que nous nous rendons compte de

l'énorme déficit démocratique qui existe au niveau du Parlement européen. Il est grand temps que ce Parlement, qui va être élu pour la troisième fois, jouisse de pouvoirs réels et que les membres de l'Exécutif soient responsables devant lui. Nous souhaitons donc que cette consultation puisse avoir lieu.

On peut reprocher que certaines règles ne soient pas respectées. Il faut néanmoins savoir que la matière dont nous discutons est nouvelle, que nous n'avons pas d'antécédents auxquels nous raccrocher sur le plan de la constitution du Parlement européen. Dès lors, la voie normale est celle d'une consultation populaire qui pourrait donner à nos parlements nationaux plus de force pour pousser les Exécutifs et permettre au Parlement européen d'être lui-même constituant. Il est grand temps de passer à cette phase de la construction européenne.

Je me réserve d'intervenir après réception de l'avis du Conseil d'Etat. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — La discussion générale n'est pas close. Elle sera poursuivie en séance publique après réception de l'avis du Conseil d'Etat.

De algemene bespreking is niet gesloten. Zij zal worden voortgezet, na ontvangst van het advies van de Raad van State, tijdens een volgende openbare vergadering.

INTERPELLATIE VAN DE HEER JANZEGERS TOT DE MINISTER VAN LANDSVERDEDIGING OVER «HET EXTRA VERLOF VOOR DIENSTPLICHTIGEN-JEUGDLEIDERS IN 1989»

INTERPELLATION DE M. JANZEGERS AU MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE SUR «LE CONGE SUPPLEMENTAIRE EN 1989 AUX MILICIENS DIRIGEANTS DE JEUNESSE»

De Voorzitter. — Aan de orde is de interpellatie van de heer Janzegers tot de minister van Landsverdediging over «het extra verlof voor dienstplichtigen-jeugdleiders in 1989».

Het woord is aan de interpellant.

De heer Janzegers. — Mijnheer de Voorzitter, ik dank de heer Pataer wiens interpellatie naar een latere datum wordt verschoven en staatssecretaris Smet die daarmee heeft ingestemd. Zo kunnen wij iets vroeger naar huis gaan.

Het extra verlof voor jeugdleiders die hun dienstplicht vervullen, is een gunstmaatregel waarvoor geen wettelijke basis bestaat. Ingevoerd in het kader van betere public relations met de jeugd, was de toekenning nogal onderhevig aan wisselende criteria. Zo veroorzaakten nieuwe procedures heel wat problemen, voornamelijk in 1987 en minder in 1988. In 1988 voerden de betrokken jeugdorganisaties een actie bij de parlementsleden rond het probleem.

Die acties brachten mee dat het regeerakkoord een passus omvatte waarbij gesteld werd dat de minister van Landsverdediging dit verlof op een positieve manier zou oplossen.

Bij de bespreking van de begroting van Landsverdediging 1988 en van het contingent 1989 heb ik dit probleem aangekaart. De minister bleef vaag en verwees naar het komende statuut. De twee ontwerpen over dit statuut zijn vrij vaag. Het eerste behoudt het verlof op één dag per maand; het tweede verwijst naar beloften.

Vermits die ontwerpen het probleem op de lange baan dreigen te schuiven en na overleg met de betrokkenen diende ik een voorstel van wet in bij de Senaat om het probleem op te lossen via het toekennen van twee dagen verlof per maand voor elke dienstplichtige. De uitvoerende macht werd overgelaten dit verlof bij voorrang toe te kennen aan bepaalde categorieën, zoals gebrevetteerde monitoren, sollicitatieverlof, enzovoort. Dit wetsvoorstel, dat ook nadien in de Kamer werd ingediend, had verder als doel het al dan niet vermeende favoritisme voor bepaalde categorieën van dienstplichtigen tegen te gaan en een grotere gelijkheid tussen dienstplichtigen onderling en tussen

dienstplichtigen en beroepsmilitairen in te voeren. Dat zou uiteraard voor heel wat minder administratie zorgen.

Dienstplichtigen krijgen tot op heden één dag verlof per maand. Beroepsofficieren krijgen zestig kalenderdagen en beroepsmilitairen van andere categorieën krijgen dertig werkdagen.

Begin april van dit jaar stelden de betrokken jeugdorganisaties vast dat de uitvoering van het regeringsprogramma inzake het extra verlof nog niet voor 1989 zal zijn. Opnieuw was er overleg met parlementsleden en een poging om de zaak met de minister te bespreken.

In een brief van 21 april blijft de minister echter bij zijn vroegere standpunten. Nieuw zijn elementen die ook voorkwamen in de memorie van toelichting bij mijn wetsvoorstel om dienstplichtigen twee dagen verlof toe te kennen per maand. Het verlof komt een bepaalde groep ten goede; de anderen krijgen bijkomende lasten. Het leger moet ook niet de last dragen van jeugdkampen, zegt de minister.

Ik wil hier echt benadrukken dat ik ten volle de inspanningen van de minister waardeer om komaf te maken met een heleboel wantoestanden inzake het al dan niet toekennen van bepaalde gunsten aan bepaalde categorieën. Hij zal hiervoor steeds op mijn medewerking kunnen rekenen. De memorie van toelichting bij mijn wetsvoorstel is ter zake heel duidelijk. Wel moet men, bij wijze van overgangsmaatregel, begrip hebben voor de oorspronkelijke bedoelingen van dit extra verlof. Het leger recroteert immers voor haar beroeps- en dienstplichtigenkader een vrij aanzienlijk aantal mensen die hun vooropleiding in de jeugdbeweging kregen. Waarom dan ook nu, in deze korte overgangsfase, niet een toegeving doen aan de jeugdbewegingen?

Men beweert dat het beloofde statuut het probleem zal oplossen. Het probleem is echter wanneer het statuut kracht van wet zal hebben. Overigens lost het op het ogenblik de huidige problemen niet op.

Vanmiddag nog was er een ontmoeting tussen verscheidene parlementsleden en de betrokken jeugdorganisaties naar aanleiding van de behandeling van een resolutie over dit onderwerp in de Kamer. Men ontkende niet, en ik doe dat ook niet, dat er een stap vooruit werd gedaan, maar de 500 mandagen die aan de Nederlandstalige jeugdorganisaties worden toegekend beantwoorden niet aan de gevraagde 2 282 dagen. Waarom niet een algehele toegeving? Het zou ons namelijk de verplichting opleggen ervoor te zorgen dat hoe dan ook het probleem van de dienstplichtige jeugdleiders een oplossing krijgt voor de zomerkampen van 1990.

Zo kom ik tot mijn vier concrete vragen.

Ten eerste, kan de positieve oplossing, beloofd in de regeringsverklaring, voor 1989, bij wijze van overgangsmaatregel niet resulteren in een eenmalige inwilliging van alle aanvragen, die reeds lang moesten zijn ingediend en natuurlijk aan de criteria moeten beantwoorden?

Ten tweede, men beweert dat het toekennen van dit verlof een vorm van favoritisme is: een extra verlof voor wie het brevet van monitor heeft. Waarom geldt die betichting niet voor de dienstplichtigen die vallen onder het contingent van de toegekende mandagen, maar wel voor de anderen? Sinds wanneer is de job van monitor die 24 op 24 uur in dienst en verantwoordelijk is, te vergelijken met een soort van bijkomend ontspanningsverlof? Als dat zo is, waarom schaft men dan dit systeem van extra verlof niet gewoon af?

Ten derde, de legeroverheid zegt dat zij die 250 à 300 soldaten die gespreid over twee maanden gedurende een 10-tal dagen afwezig zijn nu niet kan missen. Hoe zal zij dan het probleem in de toekomst oplossen, wanneer alle dienstplichtigen twee dagen verlof per maand krijgen en bepaalde categorieën bij voorrang hun verlof zullen mogen nemen in juli en augustus?

Is het tenslotte werkelijk niet mogelijk om zich soepel op te stellen en tegemoet te komen aan de vragen van de jeugdorganisaties? Wie heeft er belang bij om de goede relaties tussen het jeugdwerk en het leger op de helling te zetten? Dat de

regeringsbelofte na meer dan een jaar nog niet is nagekomen, is tenslotte niet de fout van de jeugdorganisaties. (Applaus.)

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw Tyberghien.

Mevrouw Tyberghien-Vandenbussche. — Mijnheer de Voorzitter, de bijkomende beslissing van de minister om 15 pct. meer dienstplichtige jeugdleiders verlof toe te kennen voor de zomerkampen kan de CVP-fractie waarderen als een toegeving en een blijk van goede wil. Ook al wordt het probleem hiermee niet fundamenteel opgelost, toch willen wij tijdelijk begrip opbrengen voor de argumenten van de minister ter zake, maar zijn belofte om een oplossing te geven wordt door ons genoteerd.

Wij kijken dan ook waakzaam uit naar het aangekondigde ontwerp betreffende het statuut van de miliciens waarin wij garanties en de nodige maatregelen verwachten voor een definitieve oplossing en voor de erkenning van onze jeugdleiders, zodat het komende jaar deze grote problemen bij de jeugdbeweging ondervangen en vermeden kunnen worden. Intussen proberen wij ons te verzoenen met de huidige beslissing, met de genoemde opschortende voorwaarden.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Luyten.

De heer Luyten. — Mijnheer de Voorzitter, door het geringe aantal aanwezigen in de zaal kon ik de minister gadeslaan. Ik zag hem af en toe buitengaan en terug nerveus binnenkomen. Ik had de indruk dat hij op een andere plaats werd verwacht. Ik was nu waarschijnlijk beter ingelicht dan indertijd over de Kadettenschool in Lier want ik heb vernomen dat hij aanwezig moest zijn in de gemeenteraad van Waremmé-Borgworm. Het is best mogelijk dat hij op dit ogenblik liever op een andere plaats zou zijn dan bij deze interpellatie in de Senaat. Hij wil echter het belang van de hoogwaardige Senaat niet achterstellen op het belang van de gemeenteraad van Waremmé-Borgworm, daarom is hij hier aanwezig.

Zo zullen er tijdens de zomer waarschijnlijk veel jonge mensen zenuwachtig door de kazernes lopen wel beseffend dat zij hun vaderlandse plicht moeten vervullen, maar toch met een gedrevenheid om ook elders aanwezig te zijn om hun pedagogische taak als jeugdleider te vervullen.

Het probleem van de jeugdleiders werd hier uiteengezet. Er werd gesproken over extra verlof.

Ik ben jarenlang jeugdleider geweest. Ik ben er mij van bewust dat niets vermoeiender is dan 24 uur op 24 uur de verantwoordelijkheid te dragen voor een groep jongeren.

De heer Seeuws. — Ik ben ook jeugdleider geweest en heb nooit extra verlof gekregen.

De heer Luyten. — Er zijn meerdere evoluties in onze samenleving geweest, mijnheer Seeuws, waarover u zich als progressief ingestelde zult verheugen. Er was een tijd dat de dienstweigering niet werd toegestaan in België. Wij hebben allemaal meegewerkt om deze toestand te laten evolueren.

Terecht werd hier door voorgaande sprekers gezegd dat de voorgestelde maatregelen onvoldoende zijn.

Vanuit mijn visie wil ik een paar punten beklemtonen. Het leger kon in Vlaanderen — omwille van zijn voorgeschiedenis — op geen sympathie rekenen. De toestand is echter verbeterd. Het leger heeft soms heel veel geld over om aan promotie te doen, jonge mensen te recruter en een goed imago te krijgen. Personen die zich door idealen gedreven met een sociale inzet willen nuttig maken, kunnen dat doen ofwel verplicht bijvoorbeeld in de vorm van legerdienst, ofwel vrijwillig door een opdracht in een jeugdbeweging.

Ik heb via een bericht uit de Kamer vernomen dat er op dat vlak soms verdeelsleutels worden gehanteerd. Ik heb zelfs cijfers gekregen: hopelijk zijn zij juist. Waarop zijn deze cijfers gebaseerd? Vlaanderen heeft men 3 560 en Wallonië 2 440 mandagen toebedeeld.

Zijn deze cijfers gebaseerd op het aantal miliciens? Volgens mij moet men in dat verband objectieve criteria hanteren. Onlangs werd in de Senaat geïnterpelleerd over het zogenaamd historisch forfait. Er zouden in Wallonië meer behandelingen en medicaties nodig zijn dan in Vlaanderen. Misschien wordt de volksgezondheid in Vlaanderen meer bevorderd via de jeugdbewegingen.

Het percentage afgekeurde miliciens voor de legerdienst blijkt — *horresco reverens* — Theo Lefèvre sprak ooit over het aantal kickenborsten in het leger — ook in Wallonië hoger te liggen dan in Vlaanderen.

Hier worden we geconfronteerd met een objectief gegeven: jonge mensen die als vrijwilliger sinds jaren actief zijn in de jeugdbeweging vragen om een gunst. In zijn toespraak zei de heer Janzegers dat sommigen vinden dat het leger daar niets mee te maken heeft. Als soldaat verbleef ik in de Geruzerkazerne en ik heb daar moeten vaststellen dat wie er verlof vroeg voor beroepsvoetbal dit gemakkelijk kreeg omdat de kolonel toevallig van voetbal hield. Over de vele andere verloffaciliteiten die daar werden toegekend, zal ik het hier vandaag niet hebben.

Een verlofweigerings voor dienstplichtigen-jeugdleiders noem ik asociaal en een bestraffing van het idealisme van jonge mensen. Het idealisme van deze mensen staat in schril contrast met het gedrag van jongeren die uitzichtloos rondsleren wat door waarnemers als een groot probleem wordt beschouwd. Zo zie ik in mijn eigen Kempisch dorp de jeugd op vrijdag- en zaterdagavond lanterfant, ja zelfs met zes à zeven een weddenschap aangaan in het café Het Goede Voorbeeld uit te maken wie onder de trein zal durven springen. Bij mensen die actief waren in de jeugdbeweging heb ik nooit van zelfmoord gehoord. In plaats van grote woorden te gebruiken over de jeugdproblematiek en de stijgende jeugdmisdadigheid zou men beter met de middelen waarover men beschikt, een kans als deze grijpen.

Tijdens het debat over de burgerdienst in de commissie voor de Binnenlandse Aangelegenheden vroegen sommigen zich af of er met de nieuwe regeling niet meer dienstweigeraars zouden zijn. Dit zou wel eens waar kunnen zijn als men vasthoudt aan strenge en ingewikkelde verdeelsleutels. In Wallonië is er maar een tekort van 831 mandagen, in Vlaanderen veel meer. Ik vraag u, mijnheer de minister, nu eens in het voordeel van de Vlamingen «een historisch forfait» toe te passen op grond van objectieve noden. Als u daar toch niet wil op ingaan, zal ik mij verplicht voelen deel te nemen aan de campagne die de jongeren uit de katholieke jeugdbeweging en andere jeugdbewegingen ertoe moeten aansporen dienst te weigeren in het Belgisch leger. Als de jonge jeugdleiders zullen beseffen dat hun idealisme niet wordt beloond, zullen ze maar liever burgerdienst doen waar er meer gunstjes te verkrijgen zijn, soms via achterpoortjes en al is het dan voor een positief doel.

Mijnheer de minister, als lid van de meerderheid wil ik u waarschuwen en u mijn ongerustheid duidelijk maken. Stap af van die abstracte taalkundige verdeelsleutel. Als wij op onbegrip stuiten, zijn wij bereid ons ongenoegen naar buiten te laten weerklinken.

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Coëme.

De heer Coëme, minister van Landsverdediging. — Mijnheer de Voorzitter, het valt niet te ontkennen dat de huidige regeling betreffende de extra verloven voor miliciens-jeugdleiders niet ideaal is. Deze regeling kent een gunst toe aan een bepaalde groep miliciens, wat toch als een discriminatie kan worden beschouwd. Zij verstoort ook de goede werking van de eenheden, vermits deze verloven vallen tijdens de periode dat ook vele beroepsmilitairen hun jaarlijks verlof vragen. Zij heeft tot gevolg dat degenen die deze gunst niet kunnen genieten, een extra inspanning moeten leveren om de afwezigheden te compenseren.

Men kan zich ook afvragen of het leger alleen de last moet dragen van de organisatie van de jeugdkampen. Het moet voor de jeugdbewegingen toch ook mogelijk zijn te recruter onder hen die nog niet of niet meer dienstplichtig zijn.

Wij hebben uitvoerig over dit probleem gesproken in de commissie voor Landsverdediging van de Kamer van volksvertegenwoordigers naar aanleiding van een voorstel van resolutie, dat ertoe strekte alle aanvragen toe te staan. Ook de heer Janzegers stelt dit hier nu voor. Na discussie werd deze resolutie echter als volgt aangepast: «In afwachting van de definitieve regeling van het probleem van de extra verloven via het wetsontwerp betreffende het statuut van de dienstplichtigen en bestaande uit een verdubbeling van het aantal verlofdagen voor alle dienstplichtigen, verzoekt de Kamer van volksvertegenwoordigers de regering bij wijze van overgangsmaatregel het toegestane krediet extra verlof ten voordele van jeugdleiders dienstplichtigen voor 1989 te verhogen met 15 pct. tot 6 900 mandagen als referentiekrediet.»

Ik heb beslist aan deze resolutie gevolg te geven. Richtlijnen in deze zin werden reeds aan de generale staf gezonden. Ik kan en ik zal niet verder gaan. Ik geloof ten andere dat hiermee een compromis is bereikt waarmee iedereen akkoord kan gaan in afwachting van het van kracht worden van het nieuwe statuut van de dienstplichtigen. Het voorstel van resolutie werd in die vorm vanmiddag in openbare vergadering in de Kamer goedgekeurd.

L'amendement qui faisait suite à cette proposition de résolution a été accepté à une très large majorité cet après-midi à la Chambre. Je voudrais dire aux membres qui sont intervenus, et plus particulièrement à M. Luyten, qu'il faut sans doute bien peser ses mots quand on parle des relations entre l'armée et la jeunesse.

J'ai plus spécialement apprécié ce que vous avez dit au début de votre intervention, monsieur Luyten, à propos de l'image qu'il convient de donner à notre armée en matière d'aide à accorder à la nation ou, pour parler plus simplement, à la population. Vous n'ignorez pas que, depuis quelques mois, des efforts importants ont été déployés pour augmenter cette aide à la nation. Elle profite à la jeunesse, aux organisations de jeunesse, aux organisations de handicapés et également au tiers monde. En effet, je n'ai pas connaissance d'un seul refus opposé par la Défense nationale à une demande d'aide en cas de catastrophe dans le tiers monde. Il importe d'informer clairement, car une image de marque se construit difficilement, mais peut être brisée trop facilement et trop rapidement.

La solution que j'ai proposée hier en commission de la Chambre, et qui a été acceptée, est un compromis entre la crédibilité des besoins de l'armée et des jeunes. Ce compromis respecte l'évolution institutionnelle de notre pays et, plus particulièrement, la communautarisation des politiques de jeunesse. Les pourcentages existent depuis très longtemps et ce n'est pas aujourd'hui, alors que nous vivons une année de transition avant l'application du statut des miliciens, que nous allons créer des problèmes communautaires au niveau des politiques de jeunesse.

Je pense que tous vos collègues députés étaient parfaitement d'accord sur cette thèse.

Pour les fédéralistes de cette assemblée, ma proposition est très certainement respectueuse de leurs propres idées et fait suite à des problèmes plus vivement ressentis en Flandre que dans la partie francophone ou germanophone du pays. Nous ne pouvons accorder la totalité de ce qui est demandé — le mieux est l'ennemi du bien — et le compromis qui a été discuté avec l'état-major général, qui l'a d'ailleurs accepté, apporte, me semble-t-il, une solution. J'en veux pour preuve le vote de vos collègues à la Chambre.

Cependant, je mesure mieux maintenant l'identité culturelle qui se manifeste du côté flamand dans la politique de la jeunesse. Par comparaison, je comprends mieux aussi qu'à Bruxelles et en Wallonie, la politique de la jeunesse n'est pas, comme c'est le cas en Flandre, tournée vers l'organisation de camps de jeunesse. D'autres efforts sont fournis dans la Communauté française et, par conséquent, la proposition que j'ai introduite, consistant à mettre des quotas à disposition, respecte les politiques communautaires de jeunesse.

Nous mettrons d'ailleurs cette année un quota particulier à la disposition de la Communauté germanophone. Je pense

qu'ainsi la promesse de souplesse à laquelle je m'étais engagé, a été tenue et j'estime que jamais on n'aura fait mieux que cette mesure de six mille neuf cents hommes/jour. Mais je tiens à souligner un fait: autant je peux faire preuve de souplesse et rechercher des compromis, autant une fois le compromis trouvé et la preuve de souplesse apportée, il faut s'y tenir.

Certains entendent développer des pressions. Je précise qu'à partir d'aujourd'hui toute pression supplémentaire serait démagogique. J'ai voulu que, très rapidement, les organisations de jeunesse connaissent l'avantage offert par la Défense nationale en matière d'organisation de camps de jeunesse. C'est maintenant chose faite, les quotas sont décidés et j'affirme clairement que nous n'irons pas au-delà.

Conscient de mes responsabilités tant dans mon département que dans la gestion de ma commune, j'espère que le geste de la Défense nationale en faveur des jeunes en général et des organisateurs des camps de jeunesse en particulier sera apprécié, appliqué et qu'il renforcera, comme le disait M. Luyten, l'image d'une aide à la jeunesse, à la population, à la nation. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Janzegers.

De heer Janzegers. — Mijnheer de Voorzitter, ik heb een viertal opmerkingen bij het antwoord van de minister.

Ten eerste geef ik toe dat het systeem van de extra verloven betwistbaar is, maar het kan niet worden opgelost door maatregelen die ofwel iets meer ofwel iets minder toestaan. Dat er moeilijkheden in de kazernes zouden ontstaan gedurende de maanden juli en augustus betwist ik niet. De vraag rijst wel wat er zal gebeuren wanneer volgend jaar elke dienstplichtige twee dagen verlof krijgt. Zal het van die twee verlofdagen afhangen of de kazernes goed functioneren dan wel er liggen als plukrijpe vruchten van de bergerige Russen?

Ten tweede, de belofte die reeds lang bestaat in verband met het statuut biedt geen garantie voor de toekomst, niet inzake het statuut zelf noch inzake de interne bepalingen ervan zoals bijvoorbeeld het aantal verlofdagen en de wijze van toekenning. Ik geef wel toe dat de wijze van toekenning van de verloven een zaak is van de uitvoerende en niet van de wetgevende macht.

Ten derde is er inderdaad een toegeving gedaan. Toch vraag ik me af waarom niet alle aanvragen die aan de criteria beantwoorden worden ingewilligd. Het kost niets. Het schaadt de paraatheid van het Belgisch leger zeker niet, integendeel, het zou met heel wat sympathie worden onthaald en het imago van ons leger ten goede komen.

Ten vierde waardeer ik de inspanningen van de minister. Hij heeft gezegd dat er nog nooit zoveel mandagen zijn toegekend en dat is correct. Bepaalde voorgangers van de minister hadden zelfs de intentie deze regeling helemaal af te schaffen.

Ik heb altijd gezegd, en ik blijf dat herhalen, dat ik gekant ben tegen het systeem van extra verloven voor extra categorieën. Ik ben zelf ook soldaat geweest en heb tijdens mijn dienst beleefd dat bijvoorbeeld een voetballer, een gewichtheffer, een landbouwerszoon of een jeugdmonitor afwezig was en dat het werk moest worden verricht door de andere dienstplichtigen. Ik was historicus en vroeg om opgravingen te mogen doen maar dat extra verlof was blijkbaar niet voorzien. Globaal gezien is het wel jammer dat het probleem van de jeugdkampen niet zal

worden opgelost in 1989, maar slechts wordt verschoven naar later.

Mijnheer de Voorzitter, het verheugt mij dat de gemotiveerde motie die vraagt dat de bepalingen van de regeringsverklaring zo spoedig mogelijk worden uitgevoerd, werd ingediend door drie Nederlandstalige en drie Franstalige collega's namens drie Nederlandstalige en drie Franstalige partijen. Er wordt tevens in deze motie tegemoet gekomen aan de wensen van de jeugdorganisaties, die trouwens hebben ingestemd met het wetsvoorstel inzake de twee verlofdagen en werden betrokken bij het voorafgaand overleg.

Iedereen weet dat door omstandigheden het jeugdwerk in Vlaanderen ruimer is uitgebouwd dan in Wallonië. De jeugdleiders-dienstplichtigen uit Vlaanderen kunnen door deze motie ook rekenen op de bekommerning van Franstalige collega's. Ik wens hier nog even op te wijzen.

De Voorzitter. — Tot besluit van deze interpellatie heb ik twee moties ontvangen.

De eerste, ingediend door de dames Aelvoet, Herman en Nélis, en de heren De Beul, Hasquin, Desmedt en Dierickx luidt:

« De Senaat,

Gehoord hebbende de interpellatie van de heer Janzegers en het antwoord van de minister van Landsverdediging,

Verzoekt de regering het probleem van het verlof van jeugdleiders-dienstplichtigen zo spoedig mogelijk op te lossen zoals beloofd in de regeringsverklaring en zoals het gevraagd wordt door de betrokken jeugdorganisaties. »

De tweede, ingediend door mevrouw Hanquet en de heren Henneuse en De Bremaeker luidt:

« De Senaat,

Gehoord de interpellatie van de heer Janzegers en het antwoord van de minister van Landsverdediging,

Gaat over tot de orde van de dag. »

« Le Sénat,

Ayant entendu l'interpellation de M. Janzegers et la réponse du ministre de la Défense nationale,

Passe à l'ordre du jour. »

Wij stemmen later over de eenvoudige motie, die de voorrang heeft.

Nous procéderons, ultérieurement, au vote sur la motion pure et simple, qui bénéficie de la priorité.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De Senaat vergadert opnieuw wanneer het advies van de Raad van State in verband met het voorstel van wet betreffende het Europees referendum in ons bezit zal zijn.

Le Sénat s'ajourne jusqu'à convocation ultérieure.

De Senaat gaat tot nadere bijeenroeping uiteen.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(La séance est levée à 21 h 55 m.)

(De vergadering wordt gesloten te 21 h 55 m.)